

## Burundi : le gouvernement agrée le nouveau parti de l'opposant Agathon Rwas

@rib News, 14/02/2019 &ndash; Source AFP Le gouvernement burundais a agrée jeudi la nouvelle formation politique d'Agathon Rwas, principal opposant du pays, après que ce dernier a accepté de changer le nom de son parti, a-t-on appris auprès de M. Rwas et du ministère de l'Intérieur. En novembre, le ministère de l'Intérieur avait refusé d'agréer le Front national pour la Liberté &ndash; Amizero y'Abarundi (Espoir du Burundi), au motif que ses « sigles, emblèmes et devise sont semblables à ceux d'un parti politique déjà agrée ».

Ce nom était de fait une allusion très claire au parti issu de l'ex-rébellion hutu des Forces nationales de Libération (FNL), dont le chef historique, M. Rwas, avait été évincé de la tête en 2011 au profit d'un proche du pouvoir. Après avoir initialement refusé de changer le nom de son parti, M. Rwas a finalement opté pour le Congrès national pour la Liberté (CNL), dont il a obtenu l'agréement. « Nous sommes satisfaits car notre parti, le CNL, a été enfin agrée aujourd'hui après plusieurs mois d'attente », s'est réjoui M. Rwas auprès de l'AFP. « Ça n'a pas été facile, mais finalement la patience a payé ». L'information, qui circulait sur les réseaux sociaux, a été confirmée par le ministère burundais de l'Intérieur, qui assure que « l'ordonnance ministérielle d'agréement du parti CNL été remise aujourd'hui à un de ses représentants ». Rwas a créé son nouveau parti dans la perspective des élections de 2020 au Burundi car la nouvelle Constitution adoptée en 2018 ne permet plus à une coalition d'indépendants de se présenter, comme c'était le cas en 2015 pour la coalition Amizero y'Abarundi qui était alors devenue la deuxième force politique du pays. Cette coalition, pourtant représentée à l'Assemblée nationale, ne pouvait plus organiser des réunions ou des meetings, alors que des centaines de ses membres croupissent en prison pour réunions clandestines ou atteinte à la sûreté de l'Etat. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Il avait été réélu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale (CPI), qui a ouvert une enquête. La presse indépendante encore présente dans le pays continue de documenter chaque semaine des cas d'arrestations arbitraires, de tortures ou de disparitions forcées de militants de M. Rwas, essentiellement commis par les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti CNDD-FDD au pouvoir, qualifiée de milice par l'ONU.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});